

INSTRUCTION

N° 97-060-B1-A7 du 12 mai 1997

NOR : BUD R 97 00060 J

Texte publié au BOCP

PRIME AU MAINTIEN DU TROUPEAU DE VACHES ALLAITANTES - DOM

ANALYSE

Rappel des principes relatifs à l'exécution de la dépense. Campagne de commercialisation 1996.
Remboursement de primes indûment perçues. Paiements hors campagne.

Date d'application : 12/05/1997

MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; SERVICES DÉCONCENTRÉS DU TRÉSOR ;
PRIME AU MAINTIEN DE LA VACHE ; EXPLOITANT AGRICOLE ; INDEMNITÉ ; PAIEMENT

DOCUMENTS À ANNOTER

INS n° 86-121-B du 7-10-86 - n° 87-110-B1 du 18-9-87 - n° 88-135-B1 du 01-12-88 -
n° 90-006-B1 du 16-01-90 - n° 91-080-B1 du 18-6-91 - n° 92-007-B1 du 15-01-92 -
n° 93-129-B1 du 25-11-93 - n° 95-045-B1 du 10-04-95 - n° 95-076-B1 du 19-07-95

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

ACCT	DOM											

DIFFUSION

CS 21

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction C - Bureau C3

SOMMAIRE

1. RAPPEL DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1. Plafond de densité.....	4
1.2. Période de dépôt des demandes 1996.....	4
1.3. Dates de paiement.....	4
1.4. Montant de la prime en 1996.....	5
2. RÉGULARISATION DU VERSEMENT EXCEPTIONNEL.....	5
3. L'ENGAGEMENT DE LA DÉPENSE	5
3.1. Imputation budgétaire	5
3.2. Forme des engagements et nature du contrôle	6
3.3. Justification des engagements.....	6
4. CONTRÔLE DU MANDATEMENT	6
4.1. Modalités de contrôle.....	6
4.1.1. Composition du dossier	6
4.1.2. Contrôles avant mise en paiement	7
4.2. La matérialisation des contrôles.....	7
5. MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	8
6. TRAITEMENT DES SOMMES INDÛMENT PERÇUES.....	8
6.1. Dispositions générales.....	8
6.1.1. Constatation de la créance	8
6.1.2. Comptabilisation des remboursements de primes indûment perçues.....	9
6.2. Dispositions particulières	9
7. DISPOSITIONS COMPTABLES.....	9
7.1. Accord mensuel avec l'ordonnateur	9
7.2. Centralisation des informations.....	9
7.2.1. Opérations de dépense	9
7.2.2. Opérations de recette	10

8. LES PAIEMENTS HORS CAMPAGNE (PROCÉDURE DÉROGATOIRE) 10

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Circulaire DPE/SPM/C97/N° 4014 du 20 mars 1997 du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation et ses Annexes.	11
ANNEXE N° 2 : Eléments figurant sur l'état de Previsa	24
ANNEXE N° 3 : Etat comptable mensuel.....	25
ANNEXE N° 4 : Modèles de télécopie pour transmission à l'ACCT des informations relatives au paiement des primes	26
ANNEXE N° 5 : Modèle de télécopie pour transmission à l'ACCT - remboursement des sommes indûment perçues hors versement exceptionnel ¹	31

De nouvelles modalités d'application du régime des primes à l'élevage bovin dans les départements d'outre-mer (DOM) ont été introduites par les règlements communautaires (CE) n° 2895/95 du Conseil du 30 octobre 1995 et (CE) n° 2912/95 de la Commission du 15 décembre 1995.

Ces dispositions, applicables à compter de la campagne 1995, ont été portées à la connaissance des directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt des DOM par circulaire du ministère de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation DPE/SPM/C95 n° 4022 du 29 décembre 1995. Un exemplaire de ce document vous a été remis en juin 1996.

Les modalités de mise en paiement des dossiers relatifs à la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (PMTVA) dans les DOM pour la campagne 1996, font l'objet d'une circulaire DPE/SPM/C97 n° 4014 du 20 mars 1997 du ministère de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation diffusée à l'appui de la présente instruction (annexe 1).

Par ailleurs, la réforme de l'apurement des comptes du FEOGA-Garantie adoptée courant 1995 et portée à la connaissance des trésoriers-payeurs généraux par instruction n° 95-116-B1 du 6 novembre 1995 a introduit une procédure d'agrément des organismes payeurs.

La présente instruction a donc pour objet de présenter les modalités *d'engagement, de contrôle et de suivi comptable* de la PMTVA dans les DOM pour la campagne de commercialisation 1996.

Elle prend en compte les recommandations des corps d'inspection du ministère de l'économie et des finances et du ministère de l'agriculture suite à l'audit préalable à l'agrément des organismes payeurs des aides financées par le FEOGA-Garantie.

Il convient de s'y conformer *strictement*.

1. RAPPEL DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. PLAFOND DE DENSITÉ

Les dispositions relatives au plafond de densité ne s'appliquent plus dans les DOM à compter de la campagne 1995. Il en résulte que les primes peuvent être versées pour tous les animaux déclarés par le producteur, quel que soit le chargement de l'exploitation.

Toutefois, les conditions d'octroi du complément extensification sont maintenues.

Ainsi, les producteurs percevant la PMTVA pourront bénéficier automatiquement d'un montant complémentaire de 36,23 écus par prime, octroyé si leur facteur de densité est strictement inférieur à 1,4 UGB/ha de surface fourragère (SF).

1.2. PÉRIODE DE DÉPÔT DES DEMANDES 1996

Pour la campagne 1996, une *seule période* de dépôt des demandes de PMTVA est retenue pour l'ensemble des producteurs (producteurs traditionnels et producteurs détenant des troupeaux mixtes) :

- elle est fixée dans les DOM du 15 octobre au 15 novembre 1996.

Chaque producteur ne peut effectuer qu'une seule demande.

1.3. DATES DE PAIEMENT

Date de paiement : le paiement ne peut intervenir qu'à l'issue de la période obligatoire de détention de 6 mois .

Délais de paiement : les dossiers déposés en 1996 doivent être payés avant le 30 juin 1997, sauf cas exceptionnels dûment justifiés.

Tout paiement, effectué après le 30 juin au-delà de la tolérance admise par la Commission européenne (cf § 8), est sanctionné par un refus de remboursement du FEOGA-Garantie de tout ou partie des dépenses réalisées après cette date butoir.

Toutes les dispositions doivent impérativement être prises en liaison avec les services de la DDAF pour assurer une mise en paiement des dossiers dans les délais réglementaires.

1.4. MONTANT DE LA PRIME EN 1996

	Part communautaire	Part française 40 premières vaches
DOM	1 436,72 F	39,93 F

Le complément de prime aux élevages extensifs (exploitations de moins de 1,4 UGB/Ha SF) financé uniquement par le FEOGA est fixé à 239,48 F (36,23 écus).

2. RÉGULARISATION DU VERSEMENT EXCEPTIONNEL

Un supplément exceptionnel, fixé à 27 écus pour la PMTVA, a été payé à partir du mois de juillet 1996 sur la base des primes versées sur la campagne 1995 conformément aux dispositions de la circulaire n° 4034 du 23 juillet 1996. Le supplément exceptionnel doit faire l'objet d'un réajustement en fonction du nombre de vaches primées en 1996.

La régularisation doit intervenir au moment du traitement de la demande relative à la campagne 1996, selon les modalités définies dans la lettre circulaire n° 82546 du 25 octobre 1996.

3. L'ENGAGEMENT DE LA DÉPENSE

3.1. IMPUTATION BUDGÉTAIRE

La prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes est imputée sur le chapitre 44-55 « Valorisation de la production agricole - orientation des productions », article de prévision 30 « prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes » du budget du ministère de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation.

Cependant, pour éviter toute confusion entre les primes versées au titre de la campagne précédente et celles réglées au titre de la présente campagne, l'imputation des sommes mandatées s'effectue sur deux articles d'exécution :

- article 31 : maintien du troupeau de vaches allaitantes (part nationale) - campagne de commercialisation 1996 :

paragraphe 15 : subventions aux entreprises privées agricoles.

- article 32 : maintien du troupeau de vaches allaitantes (part communautaire) - campagne de commercialisation 1996 :

paragraphe 15 : subventions aux entreprises privées agricoles (complément exceptionnel - bénéficiaires traditionnels) ;

paragraphe 16 : subventions aux entreprises privées agricoles (complément exceptionnel - troupeaux mixtes) ;

paragraphe 17 : subventions aux entreprises privées agricoles (complément extensification aux bénéficiaires traditionnels) ;

paragraphe 18 : subventions aux entreprises privées agricoles (complément extensification aux éleveurs de troupeaux mixtes) ;

paragraphe 19 : subventions aux entreprises privées agricoles (complément pour les zones défavorisées : Corse - Hainaut - DOM) ;

paragraphe 20 : subventions aux entreprises privées agricoles (complément au titre du programme POSEIDOM) ;

paragraphe 31 : subventions aux entreprises privées agricoles (prime de base aux éleveurs traditionnels) (régime A) ;

paragraphe 32 : subventions aux entreprises privées agricoles (prime de base aux éleveurs de troupeaux mixtes) (régime B).

3.2. FORME DES ENGAGEMENTS ET NATURE DU CONTRÔLE

Ce type de dépenses fait l'objet d'un engagement spécifique, n'excluant pas la possibilité pour l'ordonnateur secondaire de regrouper plusieurs projets de décision de même nature juridique sur un seul engagement.

Le contrôle financier local s'exerce a posteriori.

3.3. JUSTIFICATION DES ENGAGEMENTS

Compte tenu des conditions particulières de liquidation de cette dépense, il n'y a pas lieu de prévoir de justifications autres que celles qui sont établies pour le mandatement.

4. CONTRÔLE DU MANDATEMENT

4.1. MODALITÉS DE CONTRÔLE

Les agents chargés du contrôle doivent disposer d'une liste des contrôles à effectuer.

4.1.1. Composition du dossier

Le mandatement intervient sous forme de mandats collectifs à imputation multiple (articles d'exécution 31 (part nationale) et 32 (part communautaire) du chapitre 44-55) établis au nom de divers créanciers.

Les pièces justificatives qui doivent accompagner le mandat sont la demande de chaque bénéficiaire accompagnée du relevé d'identité bancaire correspondant et les listages informatiques édités par la DDAF. Ceux-ci sont au nombre de trois :

- *l'état des données de chargement*, c'est-à-dire les éléments de référence concernant chaque exploitation, nécessaires pour établir le nombre d'UGB-PMTVA primables et le chargement de l'exploitation ;
- *le bordereau récapitulatif des paiements*, détaillant par bénéficiaire le nombre de vaches primées au titre de la prime de base (part communautaire et part nationale) et du complément extensif, le cas échéant. Un bordereau distinct est établi pour les producteurs traditionnels et les éleveurs de troupeaux mixtes ;

- *l'état reprenant le total général du mandatement*, revêtu de la signature du DDAF et récapitulant les informations à communiquer mensuellement à l'ACCT (cf infra § 7.2.1.).

Chaque mandat doit par ailleurs être appuyé d'un certificat de l'ordonnateur attestant que chacun des bénéficiaires en cause satisfait aux conditions posées par les textes relatifs à la prime versée et, notamment, que la demande a été déposée dans les délais réglementaires.

Les trésoreries générales peuvent également être destinataires d'états de prévisa.

4.1.2. Contrôles avant mise en paiement

Ces contrôles s'inscrivent dans le cadre de dispositions des articles 12B et 13 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique. En l'espèce, le contrôle de la validité de la créance porte sur les éléments suivants :

4.1.2.1. Présence de la demande de prime par le bénéficiaire

L'imprimé doit être daté et signé par le demandeur. Dans le cas des GAEC et co-exploitants, l'imprimé doit être signé par chacun des membres ou associés et, pour les autres personnes morales, par le gérant ou le président.

L'imprimé doit être revêtu du cachet de la mairie, du visa du maire et de la date de dépôt de la demande.

Tout retard constaté dans le dépôt d'une demande est sanctionné conformément aux modalités décrites au point 1.2.2. de la circulaire du ministère de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation jointe en annexe.

4.1.2.2. Rapprochement entre les dossiers de demande et les éléments figurant sur l'état des données de chargement édité par la DDAF

- concordance des bénéficiaires entre les deux documents ;
- concordance du nombre de vaches déclarées.

Les paramètres figurant sur l'état des données de chargement sont explicités en annexe n° 2. Il est précisé que cet état permet d'établir d'une part, le nombre d'UGB PMTVA primables, d'autre part, le facteur de densité de l'exploitation. Si celui-ci est inférieur à 1,4 UGB/ha, le complément de prime aux élevages extensifs peut être versé.

4.1.2.3. Contrôle de l'exactitude des éléments de liquidation

Il est effectué par sondage, par application des barèmes de la campagne au nombre d'UGB-PMTVA primables tel que défini supra.

4.1.2.4. Vérification de l'existence du relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP) et contrôle de l'acquit libératoire

Il s'agit de vérifier la parfaite cohérence entre l'identification du demandeur et celle du titulaire du compte crédité. Elle suppose un rapprochement des nom, prénom et adresse, entre le RIB (ou RIP), la demande et les données saisies par le DDAF. Elle nécessite de disposer de RIB *complets*.

4.1.2.5. Contrôle de conformité

Il est effectué entre le montant global du mandatement et celui figurant sur l'état édité par la DDAF.

4.2. LA MATÉRIALISATION DES CONTRÔLES

Tous les contrôles effectués avant la mise en paiement par le comptable doivent être matérialisés par des signes apparents de pointage (marquage au crayon d'une couleur particulière par exemple).

L'identification des agents ayant procédé aux contrôles (initiales de l'agent) doit être mentionnée.

Les états de préliquidation transmis par l'ordonnateur au comptable, avant l'émission du mandatement collectif, devront être revêtus d'un cachet de la trésorerie générale, tel que « vu, bon à payer ». Il en est de même pour le bordereau récapitulatif des paiements.

La liste des dossiers sélectionnés pour le contrôle de la liquidation devra être formalisée et figurée au dossier de paiement correspondant.

5. MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Le paiement de la part communautaire et du complément national fait l'objet d'un seul versement représentant la totalité des sommes dues sans arrondi au franc supérieur ou inférieur.

Le seul support d'émission du mandat collectif est une disquette respectant le protocole HOPAYRA.

Les comptables sont invités à appliquer la compensation légale de façon à éviter de verser une prime à un éleveur qui serait, par ailleurs, redevable d'une somme indûment perçue au titre de la PMTVA (cf § 6).

Cela suppose un rapprochement préalable entre les services « dépense » et « recouvrement - produits divers » des trésoreries générales.

6. TRAITEMENT DES SOMMES INDÛMENT PERÇUES

6.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

6.1.1. Constatation de la créance

La constatation de la créance donne lieu à émission par l'ordonnateur de deux titres de perception exécutoires émis à l'encontre de chaque débiteur concerné.

Ces titres font l'objet d'une imputation au compte 901-59 « recettes diverses », ligne 805 « recettes accidentelles à différents titres », spécification 805-71 pour la part nationale, principal, intérêts et pénalités s'y attachant, et spécification 805-11 pour la part communautaire, principal, intérêts et pénalités s'y attachant.

Pour satisfaire aux exigences communautaires en matière de restitutions d'information, chaque titre doit comporter les renseignements suivants :

- campagne de référence de l'aide indûment versée ;
- montant de l'aide indûment perçue (principal) ;
- montant des intérêts ;
- montant des pénalités ;
- nombre de vaches correspondant ;
- mesure concernée : bénéficiaires traditionnels, éleveurs de troupeaux mixtes, complément extensification, zones défavorisées (Corse, HAINAUT, DOM), complément POSEIDOM ;
- origine du reversement demandé : trop-perçu, fraude ou irrégularité.

6.1.2. Comptabilisation des remboursements de primes indûment perçues

Les reversements de trop-perçus font l'objet d'une imputation au compte 901-59 « recettes diverses », ligne 805 « recettes accidentelles à différents titres », spécification 805-71 pour la part nationale (principal, intérêts, pénalités), et spécification 805-11 pour la part communautaire (principal, intérêts, pénalités).

Il est précisé qu'en cas de paiement fractionné, les versements doivent être imputés prioritairement sur la part communautaire.

Par ailleurs, en l'absence d'émission de titre de perception concernant des reversements de PMTVA au cours d'une année, les comptables devront, en l'espèce, s'assurer auprès des DDAF de la normalité de la situation.

6.2. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Elles concernent la régularisation *du versement exceptionnel visé au § 2* et sont définies dans la lettre circulaire n° 82546 du 25 octobre 1996.

7. DISPOSITIONS COMPTABLES

7.1. ACCORD MENSUEL AVEC L'ORDONNATEUR

Un état de rapprochement mensuel établi par le DDAF selon le modèle proposé par le ministère de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation repris en annexe 3, est transmis au comptable assignataire pour *accord et visa* avant le 5 de chaque mois.

Il porte d'une part, sur les montants imputés et payés sur le chapitre 44-55 articles 31 et 32 ainsi que sur le nombre de vaches primées, d'autre part, sur les reversements demandés.

7.2. CENTRALISATION DES INFORMATIONS

7.2.1. Opérations de dépense

L'attention des comptables est appelée sur la nécessité de transmettre à l'agence comptable centrale du Trésor (ACCT), *au plus tard le 5 de chaque mois*, les informations relatives aux primes payées au titre du mois écoulé sous forme de télécopie, selon le modèle joint en annexe 4.

Ce document peut être complété à l'aide du bordereau de paiement comportant le total général. Il doit notamment faire apparaître le montant des primes payées et le nombre de vaches primées, d'une part, au titre du régime A : primes vaches allaitantes « sans commercialisation de lait » et, d'autre part, au titre du régime B pour les troupeaux mixtes « petits producteurs de lait ».

Pour les dépenses relatives au versement exceptionnel, un modèle a été fourni à l'appui de la lettre circulaire n° 4034 du 23 juillet 1996.

Dans l'hypothèse où aucune dépense ne serait effectuée dans le mois, le même document devra être servi avec la mention néant et transmis à l'agence comptable centrale du Trésor pour confirmer les cumuls du mois précédent.

Ce dispositif de remontée d'informations comptables a fait l'objet d'un accord entre la direction, l'ACCT et le ministère de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation. Il répond aux impératifs de restitutions d'informations fixés par la réglementation communautaire.

7.2.2. Opérations de recette

Les comptables doivent également notifier par télécopie à l'agence comptable centrale du Trésor *au plus tard le 5 de chaque mois* les informations concernant les versements de PMTVA au moyen de l'état joint en annexe 5.

Il doit en particulier, faire apparaître la campagne de référence, le montant de la part communautaire en distinguant :

- le principal ;
- les intérêts ;
- les pénalités ;
- le nombre de vaches correspondant ;
- la mesure concernée (bénéficiaires traditionnels, éleveurs de troupeaux mixtes ou complément extensification, zones défavorisées, complément POSEIDOM) ;
- l'origine du versement demandé : trop-perçu, fraude ou irrégularité.

Un état spécifique pour les versements relatifs au complément exceptionnel est prévu en annexe à la lettre circulaire n° 82546 du 25 octobre 1996.

8. LES PAIEMENTS HORS CAMPAGNE (PROCÉDURE DÉROGATOIRE)

La Commission européenne accepte au titre des dépenses remboursées par le FEOGA-Garantie celles payées en dépassement de délai, dans la limite d'un pourcentage de la dépense totale à payer au titre de chaque mesure. Sont en l'espèce concernées cinq mesures :

- PMTVA, bénéficiaires traditionnels ;
- PMTVA, éleveurs de troupeaux mixtes ;
- PMTVA, complément extensification ;
- PMTVA, zones défavorisées (Corse, HAINAUT, DOM) ;
- PMTVA, complément POSEIDOM.

En conséquence, les trésoriers-payeurs généraux sont autorisés à payer au-delà du 30 juin 1997 les dossiers de PMTVA déposés en 1996 qui n'ont pu être mis en paiement avant cette date, pour cas exceptionnels dûment motivés, et dans la limite de 3 % de la dépense payée au titre de chaque mesure de cette prime, dans chaque département pour la campagne 1996.

Au-delà de ce seuil, les dossiers doivent être transmis, pour avis préalable, par les DDAF au ministère de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation. Celui-ci transmettra éventuellement la demande au ministère de l'économie et des finances (direction de la comptabilité publique, bureau C3), seul compétent pour accorder le paiement à titre dérogatoire.

Tout paiement hors campagne doit systématiquement être porté à la connaissance de la direction sous le timbre du bureau C3 auquel toute difficulté d'application devra être signalée (01.40.24.83.56).

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

LE DIRECTEUR ADJOINT CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION C,

ALAIN BONEL

ANNEXE N° 1 : Circulaire DPE/SPM/C97/N° 4014 du 20 mars 1997 du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation et ses Annexes.

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE
ET DE L'ALIMENTATION

78, rue de Varenne - 75349 PARIS 07 SP

DIRECTION DE LA PRODUCTION ET DES ECHANGES	CIRCULAIRE DPE/SPM/C97 N° 4014
Service de la Production et des Marchés 3, rue Barbet de Jouy 75007 PARIS Bureau des Viandes	DU 20 MARS 1997
Téléphone : 49.55.50.19 Télécopie : 49.55.80.26	CLASSEMENT :

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE
ET DE L'ALIMENTATION

A

MESSIEURS LES PREFETS
DES DEPARTEMENTS D'OUTRE MER

OBJET : MODALITES D'APPLICATION DU REGIME DES PRIMES BOVINES (PMTVA) DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

CIRCULAIRE COMPLÉMENTAIRE : MISE EN PAIEMENT DES DOSSIERS DE LA CAMPAGNE 1996 ET RÉGULARISATIONS DES VERSEMENTS DU COMPLÉMENT EXCEPTIONNEL CONSÉCUTIF À LA CRISE SUR LE MARCHÉ DE LA VIANDE BOVINE
DATE DE MISE EN APPLICATION : Immédiate

RÉSUMÉ : Cette circulaire expose les modalités de mise en paiement des dossiers déposés au titre de la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes dans les départements d'outre-mer, pour la campagne 1996. Elle complète et corrige la circulaire DPE/SPM/C95 n°4022 du 29 décembre 1995.

Cette circulaire expose également les modalités de régularisations des versements du complément exceptionnel de 27 écus consécutif à la crise sur le marché de la viande bovine (cf circulaire DPE/SPM/C96 n°4021 d'août 1996).

POUR EXECUTION	POUR INFORMATION
- Messieurs les Préfets de département (DOM)	- Administration Centrale
	- COPERCI
	- CERIT
	- ACOFA
- Messieurs les Directeurs de l'Agriculture et de la Forêt (DOM)	- ODEADOM
	- Ministère de l'Outre-Mer (DAESC)
	- réserve : 10 ex

ANNEXE N° 1 (suite)

SOMMAIRE

1. PAIEMENT DE LA CAMPAGNE 1996	13
1.1. MONTANT DE LA PRIME	13
1.2. CALCUL DU MONTANT A VERSER	13
1.2.1. CAS GÉNÉRAL SANS RÉDUCTION DE PRIME	13
1.2.2. CAS OÙ LA PRIME EST RÉDUITE	14
1.3. MISE A DISPOSITION DES CREDITS ET PAIEMENT DE LA PRIME	15
1.3.1. PÉRIODES DE PAIEMENT DES DEMANDES DÉPOSÉES EN 1996.....	15
1.3.2. MISE À DISPOSITION DES CRÉDITS.....	15
1.3.3. DÉLÉGATION.....	15
1.3.4. MODALITÉS D'ENGAGEMENT AU REGARD DU CONTRÔLE FINANCIER LOCAL	15
1.3.5. IMPUTATION DE LA DÉPENSE	16
1.3.6. MODALITÉS DE RÈGLEMENT	16
1.3.7. JUSTIFICATION DE LA DÉPENSE - PIÈCES JUSTIFICATIVES.....	17
1.3.8. CERTIFICATION DE L'ORDONNATEUR	17
1.4. REGULARISATION DES TROP-PAYES OU DES INDUS.....	17
1.4.1. GÉNÉRALITÉS	17
1.4.2. LIQUIDATION DE LA CRÉANCE- ÉMISSION DES TITRES DE PERCEPTION.....	18
1.4.3. DISPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL.....	18
1.4.4. ACCORD DES COMPTES	19
2. REGULARISATIONS DES VERSEMENTS DU COMPLEMENT EXCEPTIONNEL DE 27 ECUS.....	20
2.1. RAPPEL DES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES.....	20
2.2. MODALITES PRATIQUES	21
2.2.1. IMPUTATION DES DEPENSES.....	21
2.2.2. REALISATIONS DES REGULARISATIONS	22

ANNEXE : Etat comptable mensuel.

ANNEXE N° 1 (suite)

1. PAIEMENT DE LA CAMPAGNE 1996**1.1. MONTANT DE LA PRIME**

Le tableau de la circulaire DPE/SPM/C95 n°4022 du 29 décembre 1995 indiquant le montant de la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes pour la campagne 1996 est remplacé par le tableau suivant :

	Part communautaire sur l'ensemble des vaches	Part française 40 premières vaches
en écus	217,35 écus	6,04 écus
en francs	1436,72 F	39,93 F

1.2. CALCUL DU MONTANT A VERSER

Les rubriques CEE 1, CEE 2, CEE 3 et CEE 4 concernent les montants financés par le FEOGA, la rubrique CEE 2 concernant le complément élevage extensif.

La rubrique FRA 3 concerne le montant financé par le budget français.

Vous devez comptabiliser de manière séparée les primes versées aux troupeaux mixtes et aux producteurs traditionnels. Le régime A désigne les éleveurs qui ne commercialisent pas de lait (à l'exclusion des ventes directes à la ferme), c'est-à-dire les bénéficiaires traditionnels, le régime B désigne les troupeaux mixtes.

A noter :

- **l'exigence communautaire de comptabiliser le nombre de vaches primées ;**
- l'obligation en cas d'application de l'écart-minime d'effectuer l'arrondi sur le montant unitaire de la prime et non sur le montant total à verser.

1.2.1. CAS GÉNÉRAL SANS RÉDUCTION DE PRIME

On utilise les rubriques : CEE 1 - CEE 2 - CEE 3 et CEE 4 ; FRA 3.

CEE 1 : montant financé par le FEOGA : prime de base de 144,9 Ecus. 957,82 F par vache sans limitation de nombre.

CEE 2 : montant financé par le FEOGA : complément extensification de 36,23 Ecus. 239,48 F par vache sans limitation de nombre.

CEE 3 : montant financé par le FEOGA : 24,15 Ecus réservé Corse, Hainaut, DOM. 159,63 F par vache sans limitation de nombre.

ANNEXE N° 1 (suite)

CEE 4 : complément POSEIDOM, financé par le FEOGA : 48,3 Ecus réservé DOM.

319,27 F par vache sans limitation de nombre.

FRA 3 : montant financé par le budget national.

39,93 F par vache avec limitation aux 40 premières (Corse et Hainaut et DOM).

1ème exemple : troupeau de 54 vaches éligibles

Nombre de vaches éligibles	54	Calcul
CEE 1	51 722,28	= 54 x 957,82 F
CEE 3	8 620,02	= 54 x 159,63 F
CEE 4	17 240,58	= 54 x 319,27 F
FRA 3	1 597,20	= 40 x 39,93 F
A verser	79 180,08	

Remarque : Cas particulier des GAEC : le plafond de 40 vaches applicable au complément de 39,93 F sera multiplié par le **nombre d'associés éligibles** du GAEC, calculé conformément aux dispositions de la circulaire DPE/SPM/C95 N°4024 et DEPSE/SDSEA/95 n°7045 du 29 décembre 1995.

Ainsi le plafond pour un GAEC avec 2 associés éligibles est porté à 80 vaches (3 associés = 120 vaches). Pour les GAEC créés avant le 01/07/92, le nombre d'associés éligibles est égal au nombre total d'associés du GAEC. Pour les GAEC créés après le 01/07/92, le nombre d'associés éligibles est égal à celui des exploitations pré-existantes fusionnées, qui correspondaient avant le regroupement à une exploitation autonome d'au moins 1 SMI foncière.

1.2.2. CAS OÙ LA PRIME EST RÉDUITE

Exemple : réduction de prime de 10 % par suite d'un retard de dépôt de la prime (de 10 jours ouvrables) ou de l'application de l'écart-minime ; une réduction de prime de 10 % s'applique aux montants unitaires de la prime.

Application à un élevage de 45 vaches :

Nombre de vaches éligibles	45	Calcul avec application d'une réduction de 10%
CEE 1	38 791,71	= 45 x (957,82 x 0,9) F
CEE 3	6 465,01	= 45 x (159,63 x 0,9) F
CEE 4	12 930,43	= 45 x (319,27 x 0,9) F
FRA 3	1.437,48	= 40 x (39,93 x 0,9) F
A verser	59 624,63	

ANNEXE N° 1 (suite)

1.3. MISE A DISPOSITION DES CREDITS ET PAIEMENT DE LA PRIME**1.3.1. PÉRIODES DE PAIEMENT DES DEMANDES DÉPOSÉES EN 1996**

Avant la mise en paiement des dossiers, les contrôles administratifs et le cas échéant les contrôles sur place doivent avoir été effectués. La période de détention obligatoire de six mois des animaux déclarés doit être terminée.

En outre, conformément au règlement communautaire, les primes bovines ne peuvent être versées avant le 1er novembre de l'année civile pour lesquelles elles sont demandées.

Je vous rappelle que le règlement 805/68 du Conseil prévoit que le versement de la PMTVA doit intervenir avant le 30 juin suivant l'année civile de demande de primes, sauf cas exceptionnels dûment justifiés.

Tout dépassement de cette date se traduit par un refus de remboursement par la Commission de tout ou partie des dépenses effectuées au delà de cette date butoir.

Dans ces conditions et compte tenu des dates de dépôt des demandes dans les DOM (qui empêche de débiter les paiements avant le mois de mai), j'insiste pour que vous preniez les dispositions nécessaires, en liaison avec la trésorerie générale, pour que les paiements soient réalisés dans les délais réglementaires.

1.3.2. MISE À DISPOSITION DES CRÉDITS

Pour permettre une meilleure gestion des crédits disponibles et pour adapter les crédits versés chaque mois par le FEOGA aux dépenses réelles, je vous demande de me faire parvenir vos besoins en crédits en indiquant la période à laquelle vous avez l'intention de procéder au mandatement.

Je vous demande d'ajuster avec le maximum de précision les besoins en crédits que vous signalez aux mandatements réels.

1.3.3. DÉLÉGATION

Les délégations de crédits destinés au paiement de cette prime sont imputées sur le chapitre **44.55** « valorisation de la production agricole - orientation des productions » **article 30** « prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes » du budget du ministère de l'agriculture et de la pêche.

1.3.4. MODALITÉS D'ENGAGEMENT AU REGARD DU CONTRÔLE FINANCIER LOCAL

Il vous appartient de procéder aux engagements sur le chapitre 44.55 - Article 30 au moyen d'un engagement spécifique à bénéficiaires multiples soumis au contrôle a posteriori.

ANNEXE N° 1 (suite)

1.3.5. IMPUTATION DE LA DÉPENSE

Pour éviter toute confusion entre les primes versées au titre de la campagne précédente et celles réglées au titre de la présente campagne, l'imputation des sommes mandatées s'effectue sur deux articles d'exécution respectivement libellés :

- **article 31** : maintien du troupeau de vaches allaitantes (**part nationale**) - campagne de commercialisation **1996**.

Paragraphe 15 : subventions aux entreprises privées agricoles.

- **article 32** : maintien du troupeau de vaches allaitantes (**part communautaire**) - campagne de commercialisation **1996**.

Subventions aux entreprises privées agricoles :

Paragraphe 31 : bénéficiaires traditionnels .Prime de base (144,9 écus)

Paragraphe 32 : Troupeaux mixtes. Prime de base (144,9 écus)

Habituellement, l'imputation de la prime de base s'effectue sur les paragraphes 15 et 16 de l'article d'exécution. Pour 1996, compte tenu de l'utilisation de ces paragraphes lors du paiement du complément exceptionnel consécutif à la crise bovine, la prime de base sera imputée sur les paragraphes 31 et 32 créés à cet effet (cf paragraphe 2.2.1 de cette circulaire).

Paragraphe 17 : complément extensif - bénéficiaires traditionnels (36,23 Ecus)

Paragraphe 18 : complément extensif - troupeaux mixtes (36,23 Ecus)

Paragraphe 19 : complément régions défavorisées (24,15 Ecus)

Paragraphe 20 : complément POSEIDOM (40 écus).

1.3.6. MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Le paiement de la part communautaire et du complément national fait l'objet d'un seul et même versement représentant la totalité des sommes dues. L'arrondissement au franc supérieur ou inférieur est formellement proscrit.

Le mandatement intervient sous forme de mandats collectifs à imputation multiple (articles d'exécution 31 et 32 du chapitre 44.55) établis au nom de « divers créanciers ».

Deux cas de figure sont à distinguer :

- Le mandat, accompagné du bordereau journalier des mandatements émis, du bordereau des mandatements collectifs et du bordereau des règlements à effectuer, peut être établi sur AGRI+, par interface avec l'application ADAGE (disquette) pour **les ordonnateurs n'utilisant pas la procédure HOPAYRA**.

ANNEXE N° 1 (suite)

- **Dans le cas où un accord est intervenu avec les services du Trésor dans votre département permettant le recours à la procédure HOPAYRA**, le mandat collectif accompagné du seul bordereau journalier des mandatements émis pour divers créanciers, devra être saisi sur AGRI+, le support des virements magnétiques à opérer par les départements informatiques du Trésor étant produit par l'application ADAGE.

Afin de permettre au comptable d'appliquer dans les meilleures conditions possibles la règle de la compensation légale, je vous demande, avant tout mandatement, de vous rapprocher du trésorier-payeur général de votre département qui vous communiquera la liste des éleveurs à l'encontre de qui un titre de perception a été émis antérieurement au sujet de cette prime et qui n'auraient pas encore remboursé complètement le montant qui leur était réclamé (état des restes à recouvrer).

Cette information vous permettra, lors de la transmission de votre mandatement à la trésorerie générale, de rappeler sur le bordereau les demandeurs pour lesquels une prime reste à rembourser.

1.3.7. JUSTIFICATION DE LA DÉPENSE - PIÈCES JUSTIFICATIVES

Les pièces justificatives suivantes seront transmises lors du paiement :

- demande de l'intéressé, accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire,
- état des données de chargement,
- bordereau récapitulatif, précisant le montant à payer (part communautaire et part nationale, le cas échéant complément extensif), le nombre d'animaux primés, les réductions de primes pour écarts-minimes et retards,
- état reprenant le total général du mandatement revêtu de la signature du Directeur de l'agriculture et de la Forêt.

1.3.8. CERTIFICATION DE L'ORDONNATEUR

Il vous appartient de certifier par une mention unique appuyant chaque mandat que chacun des bénéficiaires de l'aide en cause satisfait aux conditions posées par les textes précités instituant ces primes, et notamment, que la demande a été déposée dans les délais réglementaires.

1.4. REGULARISATION DES TROP-PAYES OU DES INDUS

1.4.1. GÉNÉRALITÉS

Les textes instituant la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes prévoient qu'en cas de non respect des engagements souscrits, l'administration centrale procède au recouvrement total ou partiel de la prime, augmentée d'un intérêt.

Ce calcul d'intérêt valable pour toutes les sommes versées à partir de la campagne 1989-1990 porte sur la part communautaire et sur la part complémentaire nationale de la prime.

ANNEXE N° 1 (suite)

La cause du reversement est sans incidence sur l'exigibilité des intérêts à l'exception des cas d'erreur de l'administration qui ne peuvent en aucun cas conduire à l'application d'intérêts. Par contre, ces derniers sont dus dans le cas d'animaux non maintenus sur l'exploitation (et non remplacés) en raison de circonstances naturelles de la vie du troupeau. Ils affectent également la pénalité sur la prime versée en cas d'application de la règle d'écart-minime.

Les reversements seront traités rapidement.

Le taux d'intérêt à appliquer est le taux d'intérêt légal, soit **6,65% pour l'année 1996**. Ce calcul d'intérêt doit être effectué entre la date du mandatement de la prime émis par la DAF et la date à laquelle la DAF émet le titre de perception exécutoire.

1.4.2. LIQUIDATION DE LA CRÉANCE- ÉMISSION DES TITRES DE PERCEPTION

La constatation de la créance donne lieu à émission de deux titres de perception exécutoires à l'encontre de chacun des débiteurs concernés. Ces titres sont établis l'un sur la part nationale ainsi que sur les intérêts y afférents, l'autre sur le montant de la part communautaire ainsi que les intérêts s'y attachant. Il n'y a pas lieu d'émettre un titre de perception pour une créance inférieure à 30 F.

Pour éviter tout risque d'erreur dans la comptabilité de ces reversements, il convient de faire apparaître dans la colonne « observations » du titre de reversement :

- la campagne à laquelle se réfère le titre ;
- le nom du débiteur et son numéro identifiant (N° ADAGE) ;
- l'indication du montant de la part nationale et/ou communautaire à laquelle se rapporte le titre ;
- la mesure concernée par le titre (bénéficiaire traditionnel, troupeaux mixtes, complément extensif, complément zones défavorisées, complément POSEIDOM) ;
- le montant de l'aide à recouvrer, en détaillant principal, intérêts et pénalités ;
- origine du reversement (trop-perçu ou fraudes/irrégularités).

1.4.3. DISPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

Ces titres de perception sont assignés sur la caisse du Trésorier Payeur Général du département de l'ordonnateur. Ils font l'objet d'une imputation au compte 901-59 « recettes diverses » ligne 805 « recettes accidentelles à différents titres » spécification 805.01⁽¹⁾ pour la part nationale et les intérêts s'y rattachant et spécification 805.11 pour la part communautaire et les intérêts s'y attachant.

Il convient de préciser qu'en cas de facilités de paiements accordées au demandeur par le comptable, les remboursements doivent être imputés prioritairement sur le compte 901-59 ligne 805 - spécification 805-11.

⁽¹⁾ Il convient de lire spécification 805-71.

ANNEXE N° 1 (suite)

1.4.4. ACCORD DES COMPTES

- Etats mensuels établis contrairement avec le comptable assignataire

Un état de rapprochement mensuel intitulé « prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes » est établi par vos soins selon le modèle joint en annexe. Il est communiqué au comptable assignataire pour accord et visa **avant le 5 de chaque mois**.

L'accord porte à la fois sur les chiffres mensuels et sur les chiffres cumulés depuis le 1er janvier concernant :

- **le montant des mandats visés et enregistrés** par le Trésorier-Payeur-Général de votre département au titre de l'article **31** et de l'article **32** du chapitre 44.55 du budget du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

L'accord des comptes ne porte donc pas sur le montant des mandats émis par l'ordonnateur au cours d'un mois donné mais sur le montant des mandats admis par le comptable. Il vous appartient de prendre toute disposition utile avec le Trésorier-Payeur-Général afin que les mandats afférents à un mois donné puissent être traités dans les délais impartis.

- **le nombre total de vaches primées** concernant la part communautaire et celui relatif à la part nationale, ainsi que l'indication du régime A ou B (A = traditionnels et B = mixtes).

- **le nombre et le montant ventilé** en part communautaire, part nationale et intérêt dû sur chacune de ces parts, des titres de perception émis en remboursement de la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes en distinguant ceux émis au titre de la campagne précédente de ceux émis au titre de la présente campagne.

Ces montants sont égaux pour un mois donné au montant des titres de perception émis diminué du montant des titres de réduction ou d'annulation émis le même mois, ces derniers faisant également l'objet d'une ventilation entre part nationale, part communautaire et intérêt dû sur chacune de ces parts.

- Traitement des discordances entre ordonnateur et comptable

En cas de désaccord entre le comptable et l'ordonnateur qui ne peut être résolu avant la date d'envoi par le comptable des informations dont il dispose pour un mois donné à l'Agence Comptable Centrale du Trésor, il y a lieu dès que l'erreur est décelée - que celle-ci soit imputable à l'ordonnateur ou au comptable - d'établir un état de rapprochement rectificatif qui mentionne, pour les lignes ayant supporté une erreur, les montants dont il convient de tenir compte pour le mois considéré. L'indication « rectification au mois de.. » doit figurer expressément sur l'imprimé qui est revêtu du visa du Trésorier-Payeur-Général.

Bien entendu, afin de permettre au comptable assignataire de viser les états de rapprochement suivants, il convient de tenir compte des montants portés sur l'état rectificatif à l'occasion de l'établissement de l'état mensuel (montants cumulés).

ANNEXE N° 1 (suite)

2. REGULARISATIONS DES VERSEMENTS DU COMPLEMENT EXCEPTIONNEL DE 27 ÉCUS

Le dispositif d'aides aux producteurs de viande bovine touchés par la crise prévoit d'accorder un complément de prime de 27 écus pour tous les bovins qui sont primés en 1996 au titre de la prime à la vache allaitante.

Les modalités de versement de ce complément exceptionnel ont été définies dans la circulaire DPE/SPM/C96 n°4021 du août 1996.

2.1. RAPPEL DES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES

Le producteur qui a bénéficié de la prime à la vache allaitante au titre de la campagne 1995 a perçu lors des paiements effectués au cours de l'été 96, un montant supplémentaire de 27 écus pour chaque vache primée au titre de la campagne 1995.

Le versement de ce complément exceptionnel doit faire l'objet d'un réajustement en fonction du nombre de vaches primées en 1996.

Dans le cas où le nombre de vaches primées est identique pour les deux campagnes 1995 et 1996, aucune régularisation n'interviendra sur le paiement du complément exceptionnel.

Si tel n'est pas le cas, deux situations peuvent se présenter :

a) le nombre de vaches devant être primées en 1996 est inférieur au nombre de vaches primées en 1995 (versement d'un trop-perçu) :

Dans ce cas, la fraction des paiements supplémentaires dont le producteur a bénéficié et à laquelle il n'avait pas droit sera recouvrée. Ce trop-perçu fera l'objet d'une régularisation lors du versement de la prime due au titre de la campagne 1996, selon les modalités pratiques précisées ci-après.

Exemple : un producteur ayant déclaré 20 vaches en 1995 et seulement 16 en 1996 devra reverser un montant de 4 x 178,47 F. Ce montant sera déduit du montant qui lui sera payé.

Cas particuliers :

Si un producteur ne sollicite aucune aide au titre de la campagne 1996 ou si le montant des primes auxquelles il a droit est insuffisant pour permettre la régularisation du complément exceptionnel octroyé à tort, il lui sera demandé de rembourser les montants supplémentaires dont il a bénéficié et auxquels il n'avait pas droit.

ANNEXE N° 1 (suite)

b) le nombre de vaches devant être primées en 1996 est supérieur au nombre de vaches primées en 1995 :

Dans ce cas, le producteur a droit à de nouveaux paiements supplémentaires, correspondant au nombre de vaches primées en plus en 1996 par rapport à 1995.

Exemple : un producteur ayant déclaré 25 vaches en 1995 et 30 en 1996 a droit à un paiement complémentaire de 5 x 178,47 F.

De même, les nouveaux demandeurs ayant déposé une demande pour la première fois en 1996 ont droit au versement du complément exceptionnel pour le nombre de vaches primées au titre de la campagne 1996.

c) Cas particulier des exploitations ayant changé de statut juridique entre les campagnes 1995 et 1996 :

Le complément exceptionnel de 27 écus est dû au producteur dont les vaches ont été primées au titre de la campagne 1996. Or, les paiements ont été réalisés sur la base des déclarations de la campagne 1995.

Dans le cas où le statut juridique d'un producteur a été modifié entre 1995 et 1996 (producteur individuel intégrant une société ou changement de statut d'une société), vous vous assurerez que les compléments exceptionnels sont bien versés in fine au producteur qui a effectué la demande de prime en 1996.

2.2. MODALITES PRATIQUES

Ainsi que le prévoit le règlement communautaire relatif au versement du complément exceptionnel et afin de limiter les risques de non recouvrement des sommes indûment perçues, les régularisations intervenant sur les paiements des compléments exceptionnels seront effectués lors du versement de la PMTVA due au titre de la campagne 1996.

Toutefois, bien que gérés de manière concomitante, les procédures de régularisations et de paiement de la PMTVA 96 seront distinctes l'une de l'autre. Ainsi, la procédure de paiement de la campagne en cours n'est pas modifiée.

Le logiciel fourni par le CERIT propose deux procédures : l'une permettant la mise en recouvrement, l'autre permettant de réaliser des paiements complémentaires.

2.2.1. IMPUTATION DES DÉPENSES

Afin d'éviter toute confusion avec les primes versées au titre de la campagne 1995, l'imputation des dépenses liées au complément exceptionnel sera effectué sur les paragraphes suivants :

Paragraphe 15 : Complément exceptionnel - Bénéficiaires traditionnels. (27 écus)

Paragraphe 16 : Complément exceptionnel - Troupeaux mixtes. (27 écus)

ANNEXE N° 1 (suite)

2.2.2. RÉALISATIONS DES RÉGULARISATIONS

Des régularisations devront être effectuées pour tout producteur, ayant au titre de la campagne 1996, un nombre de vaches primées différent de celui de la campagne 1995.

Le logiciel fourni par le CERIT vous permet d'effectuer le rapprochement entre les paiements effectués au titre de chacune des deux campagnes 1995 et 1996, de comparer le nombre de vaches primées et de déterminer ainsi la procédure à suivre pour chaque dossier.

2.2.2.1. Producteurs ayant moins de vaches en 1996 qu'en 1995

Il s'agit des producteurs ayant bénéficié d'un trop-perçu ou d'un versement effectué à tort au titre du complément exceptionnel. La récupération d'indu se fera sans qu'il ne soit appliqué d'intérêt.

A titre tout à fait exceptionnel, le trop-versé fera l'objet d'un ordre de reversement de fonds sur dépenses des ministères à annuler. Elle est différente de la procédure habituelle de récupérations indus de la PMTVA qui se traduit par l'émission d'un titre de perception sur le budget général de l'Etat et s'analyse pour le FEOGA comme une diminution des dépenses de PMTVA.

- Constatation du trop-perçu : émission d'un ordre de reversement

Le mandatement de la PMTVA 96 sera réalisé selon la procédure habituelle, pour le montant effectivement dû au titre des droits à prime 1996. Parallèlement à ce mandatement, un titre de perception exécutoire sera émis à l'encontre de chacun des débiteurs concernés pour le montant du trop-perçu au titre du complément exceptionnel.

Le titre de perception sera émis sur le compte 495-151 (reversement de fonds sur dépenses des ministères à annuler ; dépenses provisoires et trop-perçus) et il mentionnera obligatoirement le chapitre (44.55), l'article d'exécution (32) et le paragraphe d'exécution (15 ou 16) sur lesquels a été imputée la dépense initiale, ainsi que le numéro et la date du mandat. Il ne sera pas tenu compte du seuil de 1.000 francs.

Le mandatement relatif au paiement de la PMTVA 1996 et les titres de perception correspondants seront transmis simultanément à la Trésorerie Générale.

En tout état de cause, le dossier de mandatement devra préciser quels bénéficiaires de la PMTVA 96 sont redevables de trop-perçus au titre du complément exceptionnel.

Les services de la Trésorerie Générale procéderont alors au paiement du montant net dû au producteur correspondant à la différence entre le montant de la prime qui lui est dû au titre de la campagne 1996 (montant mandaté) et le montant du trop-perçu sur le complément exceptionnel (montant du titre).

Cas particuliers :

- Le producteur qui n'a pas déposé de demande au titre de la campagne 1996 doit procéder au reversement des sommes perçues au titre du versement du complément exceptionnel. L'ordre de reversement émis à son encontre est transmis à la Trésorerie Générale qui l'adresse au débiteur.

ANNEXE N° 1 (suite et fin)

- Dans l'hypothèse où le montant de la PMTVA 1996 est inférieur au montant de l'ordre de reversement émis, les services de la Trésorerie Générale impute le montant du mandatement correspondant à l'ordre de reversement et adresse au débiteur le titre de perception pour le montant restant à recouvrer.

- Rétablissement de crédits

Les sommes recouvrés sur le complément exceptionnel feront l'objet d'une procédure de rétablissement de crédit au niveau central, permettant de réalimenter l'imputation budgétaire ayant supporter la dépense correspondante.

Pour ce faire, la DAF fera parvenir à la **DAFE/SDAB/Bureau de la comptabilité centrale** l'original de la déclaration de recettes délivrée par la Trésorerie Générale, accompagné d'une copie du titre de perception.

Il ne sera pas tenu compte du seuil de 1.000 francs.

2.2.2.2. Producteurs ayant plus de vaches en 1996 qu'en 1995

Les versements supplémentaires auxquels ont droit ces producteurs seront effectués selon la procédure normale de paiement de la prime vache allaitante, au moyen d'un mandatement spécifique sur l'imputation budgétaire spécifique correspondante (paragraphe 15 ou 16) et payés par la trésorerie générale de votre département.

Les délégations de crédits nécessaires à ces paiements seront imputées sur le chapitre habituel de la PMTVA : **chapitre 44.55** « valorisation de la production agricole - orientation des productions » **article 30** « prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes » du Ministère de l'Agriculture.

Je vous rappelle qu'il ne doit pas être tenu compte, lors des paiements du complément exceptionnel, des éventuelles pénalités (pour un dépôt tardif de dossier PMTVA, ou pour l'application d'un écart minime...) appliquées au montant unitaire de la prime.

Je vous saurai gré de bien vouloir me tenir informé des difficultés que vous pourriez rencontrer dans l'application de cette circulaire.

ANNEXE N° 2 : Eléments figurant sur l'état de Previsa

ÉLÉMENTS FIGURANT SUR L'ÉTAT DE PREVISA

« données de chargement »

- *SFP* : surface fourragère principale
(donnée issue du logiciel « surface » en DDAF)
- *UGB* : unité de gros bétail
- *PCO* : prime compensatrice ovine (payée par l'OFIVAL)
- *PSBM* : prime spéciale bovin mâle (payée par l'OFIVAL)
- *LAIT* : nombre d'UGB « vaches laitières » pour troupeaux mixtes
- *UGB* disponibles :

nombre de droits à primes, diminué du

- nombre PCO
- nombre LAIT
- nombre PSBM pour les demandes antérieures à la PMTVA
- *Vaches déclarées* : cf demande de l'éleveur
- *CN* : circonstances naturelles }
(pas de pénalités, vaches non primées) } colonne renseignée du
- *FM* : force majeure } nombre de vaches concernées
(pas de pénalités, vaches primées) }
- *PRES CONT* : présentes au contrôle }
(pénalités si inférieur au nombre de vaches déclarées)
- **PLAFOND INDIVIDUEL** : nombre de droits à prime dont dispose l'éleveur pour la campagne en cours. Il correspond à :

☞ la référence historique de l'éleveur établie à 97 % du nombre de vaches primées en 1992, (les 3 % restant ayant servi à la constitution d'une réserve nationale) ;

éventuellement majorée ou minorée chaque année depuis la campagne 1993 :

☞ soit au titre de la campagne de transfert de droits définitifs acquis ou cédés par l'éleveur sur sa demande, avant le dépôt de sa demande de prime ;

☞ soit au titre de la campagne de transfert de droits temporaires dès lors qu'il y a une différence entre le plafond individuel et le nombre de vaches déclarées pour la campagne en cause (donc après dépôt de la demande de prime)

- *UGB PMTVA* : nombre PMTVA primable et servant de base à liquidation de la PMTVA. Il doit correspondre au plus petit nombre entre UGB disponibles, vaches déclarées et plafond individuel.

- *UGB SOLDE* : différence entre UGB disponible et UGB-PMTVA primés.

- *UGB/HA* : quotient entre UGB (PSBM + PCO + LAIT + vaches déclarées) et SFP. Il détermine le chargement PAC de l'exploitation et permet de définir l'éligibilité (ou non) de l'exploitation au complément extensification (plafond de 1,4 UGB pour chaque campagne depuis 1993).

ANNEXE N° 3 : Etat comptable mensuel

CAMPAGNE 1996
PRIME AU MAINTIEN DU TROUPEAU DE VACHES ALLAITANTES
ETATS COMPTABLES MENSUELS

Code ministère :

Code ordonnateur :

Code départemental :

DAF de :

I - MONTANTS

	Année 1996	Année 1997	Observations
Montant des crédits délégués Chapitre 44-55 article 30			
Montant des engagements Chapitre 44-55 article 30			
Montant des mandatement Chapitre 44-55 article 31 Chapitre 44-55 article 32			
TOTAL			

II - EFFECTIFS PRIMES

Régime A (producteurs traditionnels)	Année 1996	Année 1997	Nombre de dossiers concernés
Nombre total de vaches primées - taux plein (part CEE) - taux plein (part nationale plafonnée à 40)			
Nombre total de vaches primées - taux réduit (part CEE) - taux réduit (part nationale plafonnée à 40)			

ANNEXE N° 3 (suite et fin)

Régime B (troupeaux mixtes)	Année 1996	Année 1997	Nombre de dossiers concernés
Nombre total de vaches primées - taux plein (part CEE) - taux plein (part nationale plafonnée à 40)			
Nombre total de vaches primées - taux réduit (part CEE) - taux réduit (part nationale plafonnée à 40)			

III - DEMANDES DE REMBOURSEMENT

	Campagne 1995	Campagne 1996
Montant de la part communautaire		
Montant de la part nationale		
Montant de l'intérêt dû sur la part communautaire		
Montant de l'intérêt dû sur la part communautaire		
Montant de l'intérêt dû sur la part nationale		

A..... le.....

Visa du trésorier-payeur général :

Le DAF

ANNEXE N° 4 : Modèles de télécopie pour transmission à l'ACCT des informations relatives au paiement des primes

MODELE DE TELECOPIE « PRIME VACHES ALLAITANTES »
à adresser à l'AGENCE COMPTABLE CENTRALE DU TRESOR - TELECOPIE n° 44-74-49-10 ou 47-03-95-67 (1)

Département :

Gestion comptable :

Mois de paiement (2) :

PART COMMUNAUTAIRE - PRIME DE BASE						
Campagne : 1996 Taux CEE 1 : 957,82 F	REGIME A - Article 32 § 31			REGIME B - Article 32 § 32		
	Dépenses du mois	Antérieurs gestion	Cumuls gestion	Dépenses du mois	Antérieurs gestion	Cumuls gestion
Primes (montants) :						
Payées à 100 %
Payées à taux réduit (écart minime)
Payées à taux réduit (retard)
Payées à taux réduit (écart minime et retard)

TOTAL...						
Nombre de vaches ayant fait l'objet d'un paiement :						
Payées à 100 %
Payées à taux réduit (écart minime)
Payées à taux réduit (retard)
Payées à taux réduit (écart minime et retard)

TOTAL...						

MODELE DE TELECOPIE « PRIME VACHES ALLAITANTES »
à adresser à l'AGENCE COMPTABLE CENTRALE DU TRESOR - TELECOPIE n° 44-74-49-10 ou 47-03-95-67

Département :

Gestion comptable :

Mois de paiement :

	PART COMMUNAUTAIRE - COMPLEMENT EXTENSIFICATION						
Campagne : 1996	REGIME A - Article 32 § 17			REGIME B - Article 32 § 18			REGIME A + REGIME B
Taux CEE 2 : 239,48 F	Dépenses du mois	Antérieurs gestion	Cumuls gestion	Dépenses du mois	Antérieurs gestion	Cumuls gestion	Dépenses du mois
Primes (montants) :							
Payées à 100 %
Payées à taux réduit (écart minime)
Payées à taux réduit (retard)
Payées à taux réduit (écart minime et retard)
TOTAL...							
Nombre de vaches ayant fait l'objet d'un paiement :							
Payées à 100 %
Payées à taux réduit (écart minime)
Payées à taux réduit (retard)
Payées à taux réduit (écart minime et retard)
TOTAL...							

ANNEXE N° 4 (suite et fin)

MODELE DE TELECOPIE « PRIME VACHES ALLAITANTES »

à adresser à l'AGENCE COMPTABLE CENTRALE DU TRESOR - TELECOPIE n° 01-44-74-49-10 ou 01-47-03-95-67

Département :

Gestion comptable :

Mois de paiement :

	COMPLEMENT PART COMMUNAUTAIRE					
Campagne : 1996	Zones défavorisées* - Article 32 § 19 (CEE 3)			Compl. POSEIDOM - Article 32 § 20 (CEE 4)		
Taux CEE 3 : 159,63 F Taux CEE 4 : 319,27 F	Dépenses du mois	Antérieurs gestion	Cumuls gestion	Dépenses du mois	Antérieurs gestion	Cumuls gestion
Primes (montants) :						
Payées à 100 %
Payées à taux réduit (écart minime)
Payées à taux réduit (retard)
Payées à taux réduit (écart minime et retard)
TOTAL...						
Nombre de vaches ayant fait l'objet d'un paiement :						
Payées à 100 %
Payées à taux réduit (écart minime)
Payées à taux réduit (retard)
Payées à taux réduit (écart minime et retard)
TOTAL...						

* Corse-Hainaut-DOM.

ANNEXE N° 4 (suite)

MODELE DE TELECOPIE « PRIME VACHES ALLAITANTES »
à adresser à l'AGENCE COMPTABLE CENTRALE DU TRESOR - TELECOPIE n° 44-74-49-10 ou 47-03-95-67

Département :

Gestion comptable :

Mois de paiement :

Campagne : 1996 Taux Nat : 39,93 F *	PART NATIONALE					
	REGIME A - Article 31 § 15			REGIME B - Article 31 § 15		
	Dépenses du mois	Antérieurs gestion	Cumuls gestion	Dépenses du mois	Antérieurs gestion	Cumuls gestion
Primes (montants) :						
Payées à 100 %
Payées à taux réduit (écart minime)
Payées à taux réduit (retard)
Payées à taux réduit (écart minime et retard)
TOTAL...						
Nombre de vaches ayant fait l'objet d'un paiement :						
Payées à 100 %
Payées à taux réduit (écart minime)
Payées à taux réduit (retard)
Payées à taux réduit (écart minime et retard)
TOTAL...						

* limité aux quarante premières vaches

ANNEXE N° 5 : Modèle de télécopie pour transmission à l'ACCT - remboursement des sommes indûment perçues hors versement exceptionnel¹

Télécopie 44-74-49-10 ou 47-03-95-67

Département :

Mois de recouvrement :

Gestion comptable :

Campagne de référence :

Prime de base (régime A - régime B) ² part communautaire	Prise en charge	Recouvrement		Restes à recouvrer
		du mois	cumulé	
- principal : . trop-perçu ² . fraude/irrégularité ² - intérêts - pénalités - nombre de vaches				

Complément extensification	Prise en charge	Recouvrement		Restes à recouvrer
		du mois	cumulé	
- principal : . trop-perçu ² . fraude/irrégularité ² - intérêts - pénalités - nombre de vaches				

Complément POSEIDOM	Prise en charge	Recouvrement		Restes à recouvrer
		du mois	cumulé	
- principal : . trop-perçu ² . fraude/irrégularité ² - intérêts - pénalités - nombre de vaches				

Zones défavorisées (part communautaire)	Prise en charge	Recouvrement		Restes à recouvrer
		du mois	cumulé	
- principal : . trop-perçu ² . fraude/irrégularité ² - intérêts - pénalités - nombre de vaches				

¹ Pour le versement exceptionnel, utiliser l'état ad hoc (annexe n° 2 à lettre circulaire n° 82546 du 25-10-96).

² Rayer la mention inutile.